



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Stratégie biodiversité territoriale - Bilan d'étape - Prise d'acte

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Contexte

Bénéficiant d'une très grande diversité d'écosystèmes du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, le territoire de la Métropole abrite une diversité biologique exceptionnelle avec près de deux tiers des espèces connues en France et plus de 50 % des effectifs ou de l'aire de répartition européenne ou nationale de certaines espèces.

Cinq causes majeures sont identifiées pour l'érosion de la biodiversité qui est l'œuvre :

- La destruction et la fragmentation des habitats ;
- La surexploitation des ressources naturelles ;
- Le changement climatique ;
- Les pollutions ;
- Les espèces exotiques envahissantes.

Ces atteintes à la biodiversité s'exercent aussi bien au niveau national que local où les pressions anthropiques sont fortes. Sur environ 700 espèces en voie de disparition dénombrées en France métropolitaine, près de 100 sont présentes sur le territoire de la Métropole, avec une responsabilité forte au niveau local pour 40 d'entre elles. Pour faire face à cet enjeu, la réglementation a renforcé la prise en compte de la biodiversité dans le cadre de la planification territoriale et de l'aménagement du territoire en fixant un objectif de « *zéro perte nette* » de biodiversité, que l'objectif de « *Zéro Artificialisation Nette* » (ZAN) à horizon 2050 vient également renforcer.

Les actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole porte une politique ambitieuse de préservation de l'environnement et de la biodiversité qui trouve une traduction dans ses documents cadres et politiques sectorielles.

L'un des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé en 2019, est la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire, au travers d'une trame verte et bleue identifiant plus de 13 000 hectares d'espaces classés en réservoirs de biodiversité, ainsi qu'un réseau de corridors et liaisons écologiques à préserver ou à restaurer.

Le Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs), approuvé le 2 février 2023, permet de mettre en place la politique d'atténuation et d'adaptation au changement climatique portée par la Métropole avec l'ambition de devenir un territoire neutre en carbone à horizon 2050.

Convaincue qu'une action publique en faveur de l'agroécologie et de l'alimentation est une réponse durable et intégrée au maintien de l'économie agricole, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire, la Métropole a réaffirmé sa volonté de poursuivre la mise en œuvre d'une Politique Agroécologique et Alimentaire par délibération du 25 janvier 2022. Dans ce cadre, la Métropole s'est engagée notamment à accompagner la transition agroécologique de l'agriculture. Il s'agit notamment de mobiliser et aménager le foncier agricole métropolitain dans une logique d'impulsion et d'expérimentation, intégrant des clauses environnementales dans tous les nouveaux contrats. Il s'agit également de créer des référentiels agroécologiques économiquement viables, autour de l'archipel des fermes ressources en s'appuyant sur la communauté scientifique.

Les actions portées par la collectivité pour la préservation de la ressource en eau sont également mobilisées pour intervenir en faveur de la biodiversité. En effet, il apparaît nécessaire d'implanter et de favoriser un maximum de biodiversité au sein des systèmes agricoles (par des haies, des sols vivants, des couverts diversifiés et des infrastructures agroécologiques), afin d'assurer la régulation des ravageurs, sans pesticides chimiques.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) permet également d'intervenir efficacement en faveur de la biodiversité, la stratégie développée visant à améliorer la résilience du territoire et des milieux aquatiques afin de répondre aux risques identifiés notamment dans le PCAETs. La politique publique consiste, dans le contexte du changement climatique, à préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes et à reconquérir et préserver la « *trame bleue* » et la qualité des eaux des milieux aquatiques. La priorité des actions porte sur la restauration des habitats les plus stratégiques et fonctionnels pour un plus grand nombre d'espèces, notamment ceux qui concentrent une grande biodiversité : les zones humides. La gestion du Grand cycle de l'eau vise à capitaliser au maximum la ressource en eau pour un territoire « *éponge* » qui préserve et favorise les zones humides, la biodiversité et l'agroécologie. La collectivité gère ainsi plus de 300 km de cours d'eau, et sur le littoral, elle agit notamment aux côtés des gestionnaires pour préserver plus de 2 000 hectares de zones humides et lagunaires.

Enfin, le Plan Lumière élaboré de manière volontaire par la Métropole définit la stratégie d'éclairage public, ainsi qu'un plan d'actions qui vise notamment la mise en œuvre d'un éclairage respectueux de la biodiversité et de la santé. Ces enjeux sont également au cœur des actions de végétalisation engagées sur les espaces publics.

Une stratégie biodiversité organisée autour de 3 volets

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans l'élaboration d'une stratégie pour la préservation de la biodiversité sur son territoire. Cette dernière s'organise autour de 3 volets :

1- La stratégie territoriale de préservation de la biodiversité

En premier lieu, les documents de planification territoriale métropolitains sont mobilisés. La trame verte et bleue ambitieuse identifiée dans le SCoT, est actuellement déclinée dans le PLUi à l'échelle parcellaire, avec la mise en œuvre de zonages indicés et de dispositions réglementaires associées. Le PLUi comprendra également une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique sur la biodiversité. Ces dispositions ainsi que l'inscription du PLUi dans la trajectoire ZAN, permettent d'assurer un développement qui préserve les secteurs à enjeux et réduit l'impact global attendu sur la biodiversité.

Au-delà de la préservation au titre des documents de planification, la Métropole souhaite saisir les opportunités que présentent les obligations réglementaires en matière de compensations environnementales pour renforcer les actions de préservation, restauration et gestion des espaces agro-naturels qu'elle met en œuvre ou accompagne.

Dans une première approche, il a été estimé que le besoin compensatoire global de l'ensemble des projets d'aménagement, d'équipements et d'infrastructures portés sur le territoire de la Métropole (toutes maîtrises d'ouvrage confondues) était compris entre 1 000 et 1 300 hectares. Il s'agira d'affiner cette estimation afin de disposer d'éléments d'anticipation plus précis à l'échelle globale et pour chaque projet inscrit aux documents de référence (PLUi, PDM...).

Pour répondre à cette problématique, il s'agit de déployer les outils pour construire une stratégie foncière croisant les enjeux agroécologiques, alimentaires, de préservation de la ressource en eau et de résilience face au changement climatique qui aboutiront notamment à l'identification du foncier mobilisable par type de milieux et à l'analyse territoriale du besoin compensatoire. L'enjeu est également d'organiser une gouvernance de la stratégie biodiversité à l'échelle du territoire et de proposer une méthodologie type d'application de la séquence Eviter Réduire Compenser (ERC) auprès des différents acteurs.

2- L'enrichissement de la connaissance et la sensibilisation

Dans la continuité des démarches menées par la Métropole pour connaître, protéger et mettre en valeur la biodiversité de son territoire, la collectivité a été lauréate à l'appel à projets « *Atlas de Biodiversité Communale* » portée par l'Office Français pour la Biodiversité (OFB). La démarche d'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine a ainsi été lancée en juillet 2023 pour une période de 3 ans avec un accompagnement financier à hauteur de 90 000 € de la part de l'Etat.

Ce projet, qui vise à renforcer les connaissances de la biodiversité en milieu urbain, dans la zone agro-naturelle est et dans la plaine agricole ouest, s'articule autour de trois axes :

- Caractériser la trame verte et turquoise en contexte urbain ;
- Alimenter les travaux en faveur de la définition de la trame noire ;
- Améliorer les connaissances en contexte agricole pour mieux prendre en compte les enjeux dans la planification à moyen et long termes.

Ces axes seront traités sous trois angles :

- L'amélioration des connaissances ;
- La mobilisation et la sensibilisation des acteurs du territoire ;
- L'intégration et la valorisation à long terme des résultats de l'atlas dans la planification.

Les éléments de connaissance produits dans ce cadre viendront compléter les informations existantes qu'il s'agira de structurer dans un observatoire métropolitain de la biodiversité.

Par ailleurs, face à l'immense défi que représente la transition écologique, l'un des objectifs majeurs de la Métropole est de faire en sorte que les usagers connaissent mieux la nature, comprennent mieux les enjeux du développement durable et adaptent leurs comportements pour protéger le territoire et la planète. Des actions de médiation écologique sont assurées dans de multiples domaines : médiation de culture scientifique, sensibilisation, éducation, communication, formation, événementiel, accueil, etc. Pour en assurer la coordination et le développement, la Direction Déléguée Médiation Ecologique est actuellement mobilisée dans la consolidation d'un projet commun concerté avec les élus, les directions, les services et les acteurs territoriaux. Les premiers objectifs opérationnels qui ont été formulés visent notamment à proposer une offre renforcée d'éducation à l'environnement et au développement durable pour tous les publics, mailler le territoire d'un réseau de lieux de nature, de reconnexion et de culture scientifique, consolider et développer un réseau d'acteurs relais, développer les publics et la communication, tout en mettant en œuvre l'exemplarité de la collectivité.

3- Des partenariats avec le monde de la recherche

Afin de mobiliser le très riche écosystème des acteurs scientifiques présents sur le territoire, la Collectivité a formalisé divers partenariats.

Une convention de partenariat a été engagée entre le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) qui regroupe le Centre National pour la Recherche Scientifique (CNRS), l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, l'Institut de Recherche pour le Développement et l'Université de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la période 2021-2026. Cette convention tripartite a pour objet de faire progresser les recherches, favoriser les échanges entre acteurs et consolider le partenariat de plus de 20 ans entre ces trois acteurs, dans le but de préserver les espaces naturels du territoire de la Métropole. Trois axes de coopération sont identifiés :

- Améliorer la connectivité pour conserver ou favoriser la biodiversité dans les paysages urbains ;
- Changement climatique et invasions biologiques : actions pour comprendre les processus écologiques, promouvoir et gérer la biodiversité dans l'espace urbain ;
- Inventorier, valoriser, partager les outils de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs et des publics pour améliorer les représentations de la biodiversité chez les citoyens, les enfants.

Ce partenariat est basé sur l'allocation de ressources humaines et des moyens matériels par les 3 parties et par un concours financier sous forme de subvention annuelle apportée au CEFE par la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole.

Engagée de longue date dans des initiatives et projets de recherche liés à l'écologie urbaine, la santé et l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite construire une gouvernance territoriale « *biodiversité, écologie et évolution de la santé* » visant à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Afin de renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique et de ses impacts sur la santé, les collectivités souhaitent associer davantage le monde de la recherche sur les questions de biodiversité, d'écologie urbaine, d'écologie de la santé et de risques sanitaires émergents. Pour cela, il est proposé d'établir une convention de partenariat avec 11 établissements de Recherche et de Santé, pour créer un consortium sur l'écologie de la santé. Neuf axes de coopération sont identifiés, parmi lesquels figurent notamment l'étude de la résilience écologique des écosystèmes anthropisés, le suivi de l'écologie des agents pathogènes et des risques vectoriels en lien avec les pratiques de gestion et d'aménagement de l'espace.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de ce bilan d'étape ;
- De réaffirmer auprès des partenaires la nécessité de partager cette stratégie biodiversité afin de poursuivre la protection des espèces et des milieux sur le territoire ;
- De réaffirmer auprès des partenaires le rôle de la Métropole en tant que chef de file de la compensation environnementale sur le territoire de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20231003-247558-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 17/10/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.